

leur domination ? », pp. 57-66) est d'offrir un point de comparaison entre ce qui se passe aujourd'hui, dans la presse nationale, et ce qui s'est passé autrefois dans l'histoire anglo-saxonne des médias, avec la mise en place d'un système de propagande d'État, à partir de la Première Guerre et la création d'un ministère de l'Information en Grande-Bretagne. Ce ministère avait reçu mission de contrôler la pensée du monde entier et des États-Unis, qu'il s'agissait de faire entrer en guerre. Séduit par cette propagande et son instrument, Woodrow Wilson en transplante le modèle aux États-Unis et crée un Comité pour l'information du public. Celui-ci est chargé de faire déferler sur le pays une vague pro-guerre, puis avec l'afflux croissant des immigrants dans les années 20, de surveiller et contrôler l'opinion. Selon Edward L. Bernays, théoricien et auteur de *Propaganda* (New York, 1928), notion qui n'a pas encore le sens qu'elle aura en régime hitlérien, il est possible « d'enrégimenter l'esprit du public aussi bien que l'armée enrégimente les corps » (cité par Chomsky, p. 64). Les fronts sur lesquels se déploie le management de l'opinion publique sont de trois ordres : militaire (création du Service de la communication aux armées) ; publicitaire (Edward L. Bernays travaille à la publicité des cigarettes Chesterfield) ; idéologique (façonner l'opinion, c'est fabriquer de l'unanimité et contourner l'extension quasi universelle du droit de vote). Il s'agit là de la première étape vers ce qu'Armand Mattelart appelle un « nouvel âge historique » ; cet auteur en suit le développement à partir de 1948, faisant coïncider le plein essor de celui-ci avec les utopies et les réalités de la « société de l'information ».

Variation des vues et prises de vue sur le champ médiatique, le point de vue des journalistes sur la façon dont les militants – lorsqu'ils acceptent les invitations de la télévision – participent, à leur insu, à ces effets invisibles de censure qui ne dépendent de la volonté de personne. Soutenant que les médias occultent l'histoire, dépolitisent, ne se préoccupent de la récession que dans la mesure où elle déprime les marchés publicitaires, Serge Halimi et Pierre Rimbart (« Contestation des médias ou contestation

pour les médias ? », pp. 137-152) montrent comment les groupes contestataires venus, en principe, pour faire entendre une pensée alternative, dire que la récession accroît l'insécurité sociale, subissent les mécanismes de la manipulation médiatique sans broncher. Loin de mettre à profit leur passage à la télévision pour en faire la critique, l'un accepte d'être objet de reportage dans tel magazine *people*, un autre de parler de son expérience dans la *jet society*, un troisième de participer à telle émission de divertissement. « Parler pour les médias, c'est devancer leurs exigences » (p. 148), c'est « se taire sur les médias » (p. 149) et sur leur rôle dans l'imposition de la pensée de marché.

Les livres récemment parus sur la presse aident à voir ce que Pierre Bourdieu a transmis à ses élèves de première ou de deuxième génération : non pas l'enseignement d'un savoir-faire, mais une ambition théorique où la recherche n'est pas à elle-même sa propre fin, pur jeu esthétique. Les dangers qui planent sur l'information dans les sociétés libérales et démocratiques concernent l'ensemble d'une profession et chacun d'entre nous. D'où la portée significative de cet ouvrage et d'autres comme celui-ci.

Eveline Pinto

Université Paris I
eveline.pinto@wanadoo.fr

Julien DUVAL, Critique de la raison journalistique. Les transformations de la presse économique en France.

Paris, Éd. Le Seuil, coll. Liber, 2004, 384 p.

Pour la presse aussi, l'argent est le nerf de la guerre. Julien Duval a pour projet une critique des relations entre la presse et le pouvoir économique, au-delà de leurs manifestations les plus évidentes : non-respect des lois limitant la concentration, pression des annonceurs, influence des grands groupes industriels, absence ou perte d'indépendance éditoriale... Il souhaite introduire le lecteur « à une véritable compréhension des relations entre le journalisme et l'économie » (p. 13), et l'engager « à renouveler la problématique de la presse et l'argent » (p. 15). Il part à la

recherche de la face cachée de l'influence de l'économie et de ses principaux acteurs sur la production journalistique, circonscrite au domaine économique. Judicieusement, il observe la pratique des professionnels des médias traitant de l'économie (en principe bien renseignés sur les mécanismes économiques dont ils ont à rendre compte), en s'interrogeant sur leur légitimité professionnelle et leur autonomie face au champ économique.

Dans la première partie, consacrée à une approche historique du journalisme économique, il s'agit d'esquisser une genèse de cette forme de presse et de définir le cadre de l'analyse, entre logiques économiques et croyances démocratiques. Les premiers titres, créés au début du XIX^e siècle, étaient l'affirmation d'un capitalisme industriel et financier triomphant : un lien immédiat liait les rubriques traitant d'économie et la bourse. Julien Duval pare le roman de Zola, *L'Argent*, d'une valeur sociologique qui lui permet de caractériser l'influence trompeuse et intéressée du monde de l'argent sur le fonctionnement des journaux. Ce point de vue est tempéré si l'on considère que les médias ne constituent pas intrinsèquement une institution démocratique (cette idée repose sur une croyance collective, un système auto-référentiel entre le régime politique et la presse). L'affirmation de l'indépendance rédactionnelle ne suffit pas à le prouver. Dans sa structure, le journalisme économique se définit comme un ensemble d'agents et d'institutions différentielles, dotés de pouvoir inégaux, et dans son contenu, comme la traduction de l'idéologie dominante de l'après-guerre. Mais, de nos jours, la presse ne traite plus l'économie en vue de réaliser un gain matériel immédiat et les journalistes ne sont pas simplement les porte-parole d'intérêts économiques et financiers. Toutefois, l'auteur est favorable à une sociologie compréhensive des journalistes agissant, se rappelant régulièrement les règles qu'ils se sont fixées, mais ne passant pas leur temps à le faire !

Selon une approche structuraliste, la deuxième partie montre comment se construit l'espace du journalisme économique (identification des médias, différenciation,

influences réciproques). Un modèle statistique met à jour la structure intime de trois types de médias – la presse écrite dominante, la presse alternative et les médias audiovisuels – pour lesquels les logiques professionnelles (journalistiques) et les logiques économiques tendent à cumuler leurs effets. Ainsi « la construction du champ du journalisme économique permet[-t-elle] de comprendre que les mêmes agents, les mêmes institutions puissent être perçus, en certains points de l'espace, comme des professionnels irréprochables et, en d'autres points, comme des "valets du capital" » (p. 102). Mais, l'analyse conclut à un faible degré d'autonomie du champ journalistique par rapport au champ économique. D'ailleurs, il y a homologie entre les structures médiatiques et les discours économiques, comme si en parlant de ce monde « les médias parlaient d'eux-mêmes » (p. 160).

La troisième partie replace le journalisme économique dans le contexte de l'espace social des années 80 et 90. Certains phénomènes jouent un rôle croissant dans l'économie des biens journalistiques, comme le marketing et la dépolitisation. Les changements intervenus au *Monde* et à *Libération* sont à l'origine d'une uniformisation du traitement de l'économie, ce qui a permis de légitimer le journalisme spécialisé dans ces questions. L'arrivée d'entreprises dans le capital de ces deux quotidiens les a poussés à modifier leur traitement de l'économie. Parallèlement, avec le renforcement des logiques économiques, les quotidiens se recentrent sur les fractions de leur lectorat les plus recherchées par les annonceurs en raison de leur pouvoir d'achat : « L'intériorisation [...] des logiques publicitaires [...] est à l'origine de la progression dans le monde journalistique de principes de catégorisation qui renvoient à une conception du "public" imposée par le monde économique » (p. 214). Cela conduit à « une sorte de réconciliation entre la presse et l'argent, le journalisme et la matière économique [...] » (p. 223). La composition du lectorat des grands quotidiens a tendance à s'homogénéiser. L'hypothèse est posée d'un déclin du groupe le mieux doté en capital culturel

(artistes, professeurs, travailleurs sociaux), en même temps que de sa position sociale, au profit des classes bien dotées en capital culturel et en capital économique (professions libérales, cadres supérieurs et moyens du secteur privé...). Julien Duval ne pense pas à comparer cette hypothèse avec l'évolution démographique réelle des groupes concernés.

Dans la quatrième et dernière partie, une monographie de l'émission *Capital*, diffusée par M6, constitue un exemple éloquent d'une production journalistique parfaitement solidaire avec le monde économique qu'elle illustre et dans lequel elle est engagée. « Elle [l'émission] participe [...] à la naturalisation des schèmes de pensée propres à l'économie libérale en en faisant un usage routinier » (p. 304).

D'une manière plus générale, les rubriques économiques diffusent un point de vue sur cette dimension et, en même temps, des schèmes de perception ajustés aux exigences du monde économique. L'économie a cessé d'être un sous-produit de la politique et est devenue le cadre général d'analyse de tous les phénomènes de société : « L'analyse du journalisme économique invite ainsi à penser les médias comme une institution importante de "l'économie libérale" » (p. 314). Julien Duval se situe en droite ligne du courant critique qui a vu le jour, dans les années 90, pour dénoncer le règne d'une « pensée unique » ou d'un « journalisme de marché » dans l'ensemble des grands médias d'information. Toutefois, il minimise le caractère effectivement économique des médias – moyens humains, industriels, financiers – sans lesquels ceux-ci ne pourraient exister. Ainsi la critique porte-t-elle plus sur la place de l'économie dans le champ journalistique, à proprement parler, que sur le pouvoir économique défendu ou illustré par les grands médias.

Pierre Christophe

GRICP, université Nancy 2
pm.christophe@wanadoo.fr

Claudia FELD, *Del estrado a la pantalla. Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*

[Du prétoire à l'écran. Les images du procès des ex-commandants en Argentine].

Madrid/Buenos Aires, Siglo XXI de España y de Argentina Editores, coll. Memorias de la Represión, 2002, 154 p.

L'ouvrage de Claudia Feld analyse le rôle de l'espace audiovisuel dans la construction, la gestion et la transmission des mémoires collectives de la dernière dictature militaire argentine (1976-1983). L'auteure examine les parcours historique, bureaucratique, politique et médiatique des images du procès des commandants de la dictature militaire, et elle se demande quelles ont été les stratégies mises en œuvre au cours de la période 1985-1998 pour représenter dans l'espace audiovisuel l'horreur de la répression exécutée par la dictature militaire. L'ouvrage montre comment les 530 heures d'enregistrement du procès sont devenues une scène de luttes de mémoire autour de la matérialité des images, leur emplacement physique, leur propriété et leur circulation. *Del estrado a la pantalla. Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina* fait partie de la collection « Mémoires de la répression » qui comporte douze ouvrages, dirigés par la sociologue argentine Elizabeth Jelin, sur la mémoire de la répression politique dans le « Cône Sud » de l'Amérique latine.

Claudia Feld distingue trois étapes dans la circulation et l'utilisation des images et suggère que chacune privilégie ce que les autres mettent de côté ou recèlent. Dans la première, le procès est devenu une « scène de la mémoire » où les récits sur la répression qui y circulaient étaient contraints par l'encadrement judiciaire, c'est-à-dire la transformation en preuve juridique de la souffrance vécue par les victimes de la dictature militaire. Bien que filmé dans sa totalité, le procès fut télévisé sans son et en différé. La deuxième étape – 1986-1994 – a été marquée par une situation paradoxale : les images censées mettre en évidence les caractéristiques d'un système répressif fondé sur la disparition de personnes, étaient elles-mêmes menacées de dispari-